ÉCHOS DE LA SEMAINE

INFORMATION HEBDOMADAIRE

DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE

PAIX, SÉCURITÉ ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

DROITS HUMAINS ET IMMIGRATION LÉGALE

SAUVEGARDE DE LA CRÉATION

Démocratie et Gouvernance en RDC : Réformes institutionnelles, contrôle citoyen et défis de redevabilité

La période du 9 au 13 novembre 2026 a été marquée par plusieurs faits majeurs touchant à la gouvernance démocratique en République démocratique du Congo. Au centre de l'actualité figure la promulgation de la loi n°26/045 fixant les conditions d'organisation du référendum, un texte qui redéfinit le cadre juridique de la participation citoyenne aux grandes réformes institutionnelles et qui a suscité de nombreuses réactions dans les milieux politiques et de la société civile.

Parallèlement, plusieurs initiatives de contrôle parlementaire ont été engagées concernant la gestion des entreprises publiques, des ressources minières et des infrastructures routières. Les questions liées au processus électoral, à la décentralisation, à la gouvernance provinciale, à la transparence financière et aux droits fondamentaux ont également alimenté les débats publics. Ces évolutions témoignent à la fois du dynamisme des institutions démocratiques et des défis persistants liés à la redevabilité, à la participation citoyenne et à la bonne gouvernance.



La SYMOCEL alerte sur les retards dans les préparatifs électoraux

La Synergie des Missions d'Observation Citoyenne des Élections (SYMOCEL) a exprimé ses préoccupations face aux retards observés dans l'exécution de la feuille de route électorale 2025-2029 de la CENI. Dans son rapport intitulé « RDC 2028 : Éviter le naufrage électoral », l'organisation relève plusieurs retards concernant la cartographie électorale, l'acquisition du matériel et les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Selon la SYMOCEL, ces retards pourraient compromettre la préparation des scrutins prévus en 2028 si des mesures correctives rapides ne sont pas prises. L'organisation recommande la publication d'une feuille de route actualisée et un renforcement du contrôle parlementaire sur le financement du processus électoral.



Les conseillers communaux réclament l'élection des bourgmestres

Face aux difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs missions, les conseillers communaux ont plaidé pour l'organisation d'élections destinées à désigner les bourgmestres en remplacement du système actuel de nomination par ordonnance présidentielle.

Les élus locaux dénoncent notamment les conflits de compétences, les difficultés de collaboration avec les exécutifs communaux et les obstacles rencontrés dans l'adoption des budgets. Cette revendication relance le débat sur la mise en œuvre effective de la décentralisation et sur le renforcement de la légitimité démocratique des responsables locaux.



Numérisation de la gouvernance foncière avec le lancement de MIMPA

La ministre des Affaires foncières, O'Neige N'Sele, a lancé à Kinshasa l'assistante virtuelle MIMPA.
Accessible en français, en anglais ainsi que dans les quatre langues nationales, cette plateforme permet aux citoyens d'obtenir des informations sur les procédures foncières, les documents requis et les précautions à prendre avant l'acquisition d'une parcelle. Cette initiative s'inscrit dans le processus de modernisation et de numérisation de l'administration foncière congolaise.



Une nouvelle équipe à la tête de la Régie d'Assainissement de Kinshasa

Le gouverneur de Kinshasa, Daniel Bumba, a procédé à la nomination d'une nouvelle équipe dirigeante de la Régie d'Assainissement de Kinshasa (RASKIN).
Ces nominations interviennent dans un contexte marqué par les défis liés à la gestion des déchets, à l'assainissement urbain et à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la capitale congolaise.



L'IGF confrontée à des résistances dans le renforcement du contrôle des finances publiques

Des informations relayées dans les médias nationaux font état de résistances rencontrées dans la mise en œuvre du contrôle systémique promu par l'Inspection Générale des Finances (IGF).
Cette approche vise à renforcer la surveillance des finances publiques grâce à l'analyse des risques, à l'utilisation de données numériques et à un contrôle continu des opérations financières de l'État. Les enjeux concernent principalement la transparence, la prévention des irrégularités et la lutte contre la corruption.



Les organisations citoyennes associées à la gouvernance locale au Sud-Kivu

À Uvira, le gouverneur du Sud-Kivu a échangé avec un consortium d'organisations non gouvernementales autour des projets d'intérêt communautaire.
Cette rencontre illustre l'importance croissante accordée à la participation citoyenne dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques locales. Elle traduit également la volonté de renforcer le dialogue entre les autorités provinciales et les acteurs de la société civile.



Une enquête parlementaire ouverte sur la relance de la SOTEXKI

L'Assemblée nationale a adopté une résolution instituant une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner le processus de relance de la Société Textile de Kisangani (SOTEXKI).

Cette commission devra vérifier l'utilisation de plus de 7 millions de dollars américains décaissés par l'État dans le cadre du programme de relance de l'entreprise alors que les résultats attendus tardent à être constatés. La démarche vise à renforcer la transparence dans la gestion des fonds publics et à établir d'éventuelles responsabilités administratives ou politiques.



La RDC appelée à consolider ses acquis dans la lutte contre la criminalité financière

Après la sortie officielle de la RDC de la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI), la Première ministre Judith Suminwa a insisté sur la nécessité de poursuivre les réformes engagées dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et la criminalité financière.

Le Gouvernement entend renforcer la coopération entre les institutions concernées, notamment la CENAREF, les ministères de la Justice et des Finances ainsi que les différents services de contrôle afin de préserver les progrès réalisés et maintenir la crédibilité financière du pays.



Le Parlement s'intéresse à la gestion des concessions routières et des péages

Une initiative parlementaire visant la création d'une commission d'enquête sur la gestion des concessions routières et des postes de péage a été portée par le député Espérant Kamanda.
Cette démarche vise à examiner la légalité des prélèvements effectués auprès des usagers, la gestion des recettes collectées, les contrats conclus avec les concessionnaires ainsi que l'utilisation effective des fonds destinés à la réhabilitation des infrastructures routières.



Une commission d'enquête sur les activités minières au Lualaba et au Haut-Katanga

L'Assemblée nationale a adopté une résolution instituant une commission chargée d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux des activités minières dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga.

Composée de 23 membres et disposant d'un mandat de 30 jours, cette commission devra examiner le respect de la législation minière, les conséquences des activités extractives sur les communautés locales ainsi que les obligations environnementales des entreprises concernées.



Réconciliation autour du différend territorial entre le Kasaï Oriental et le Kasaï Central

Les gouverneurs Jean-Paul Mbwebwa Kapo et Joseph Kambulu Nkonko ont signé un acte de réconciliation visant à apaiser les tensions liées au conflit territorial autour du lac Munkamba.

L'accord repose sur sept résolutions issues d'un dialogue communautaire et prévoit notamment la clarification des limites administratives, la création d'un mécanisme permanent de concertation et le repositionnement de certains postes de péage afin de prévenir de nouveaux conflits.



Une motion de défiance vise la ministre de l'Enseignement supérieur

Le député national André Mushongo a déposé une motion de défiance contre la ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Marie-Thérèse Sombo.

Cette initiative fait suite aux conclusions d'une enquête parlementaire portant sur la gestion des quotités prélevées sur les frais académiques dans les établissements publics. Les griefs évoqués concernent notamment la gestion, la traçabilité et la redistribution des ressources financières destinées aux institutions bénéficiaires.



Les opérations préparatoires du recensement général progressent à Kinshasa

Le Bureau central du recensement a fait le point sur les opérations de cartographie censitaire menées dans la capitale en préparation du deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2).

Ces travaux visent à produire des données fiables sur la population congolaise afin d'améliorer la planification des politiques publiques, la répartition des ressources et la programmation du développement national.



Le Sud-Ubangi reçoit son Plan de développement provincial 2027-2031

Les autorités provinciales du Sud-Ubangi ont réceptionné leur Plan de développement provincial couvrant la période 2027-2031.
Fruit d'un vaste processus consultatif associant institutions publiques, société civile, secteur privé, autorités coutumières et communautés locales, ce document constitue désormais le principal outil d'orientation des investissements et des politiques provinciales pour les cinq prochaines années.



Boma mise sur la gouvernance participative pour son développement urbain

Le programme « Boma, Ville Durable » a été présenté à Kinshasa avec l'ambition de renforcer la gouvernance urbaine, la participation citoyenne et l'adaptation aux changements climatiques.

Doté d'un financement estimé à 50 millions d'euros apporté notamment par l'Agence Française de Développement (AFD), ce programme prévoit des interventions dans les domaines de la voirie, de l'assainissement, du drainage et du renforcement des capacités des services municipaux.



Aubin Minaku quitte la détention et rejoint son domicile

Après près de 300 jours de détention, l'ancien président de l'Assemblée nationale et cadre du PPRD, Aubin Minaku, a regagné son domicile à Kinshasa sous régime d'assignation à résidence surveillée.

Cette évolution relance les débats sur les garanties judiciaires, les droits fondamentaux et le traitement des dossiers impliquant des personnalités politiques. Plusieurs acteurs politiques et organisations de défense des droits humains appellent à un suivi attentif de sa situation judiciaire.



La loi sur le référendum alimente le débat national

Le président Félix-Antoine Tshisekedi a promulgué la loi n°26/045 fixant les conditions d'organisation du référendum en République démocratique du Congo. Ce texte remplace la législation de 2005 et élargit les possibilités de recours au référendum. Il prévoit notamment qu'une initiative référendaire puisse provenir du Président de la République, du Gouvernement, du Parlement ou d'une pétition citoyenne réunissant au moins 100 000 signatures.

La promulgation de cette loi a suscité des réactions divergentes. Les partis de la majorité et plusieurs organisations de la société civile y voient un renforcement de la démocratie participative et de la souveraineté populaire. À l'inverse, certains acteurs de l'opposition redoutent que ce nouveau cadre juridique puisse faciliter des réformes constitutionnelles controversées. Les débats ont également porté sur le respect de l'article 220 de la Constitution, sur les modalités du dialogue national et sur les garanties nécessaires pour assurer un éventuel processus référendaire inclusif, transparent et conforme aux principes démocratiques.



Le Parlement exige plus de transparence dans la gestion de la SOKIMO

Le député national Pacquis Nganini Atabakutuba a adressé une question orale avec débat au directeur général de la Société Minière de Kilo-Moto (SOKIMO).
Cette initiative vise à obtenir davantage d'informations sur la gestion des concessions aurifères, les accords conclus avec les partenaires privés, les quantités d'or produites ainsi que les revenus revenant à l'État et à l'entreprise publiqu**e.**

Conclusion

L’actualité de la semaine du 9 au 13 novembre 2026 révèle une dynamique institutionnelle marquée par l’approfondissement du contrôle parlementaire, les débats autour de la réforme référendaire, les préoccupations liées au processus électoral et les efforts en faveur de la transparence dans la gestion publique. Les questions de décentralisation, de gouvernance locale, de participation citoyenne et de redevabilité demeurent au cœur des enjeux démocratiques en RDC.
Ces évolutions démontrent l’importance d’un suivi continu des réformes engagées afin de renforcer l’État de droit, la confiance des citoyens dans les institutions et la qualité de la gouvernance publique.

Droits humains et Migration légale en RDC : Protection des Civils, Déplacements Forcés et Vulnérabilités Sociales

La journée du 13 novembre 2026 a été marquée par plusieurs faits mettant en lumière les défis persistants liés aux droits humains, à la protection des populations civiles et aux conséquences des conflits armés en République démocratique du Congo. Les violences observées dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Lualaba continuent d'affecter les conditions de vie des populations, tandis que les déplacements forcés, les atteintes au droit à la vie, au droit à l'éducation et à la sécurité des personnes demeurent préoccupants.

Par ailleurs, l'actualité a également été marquée par des questions relatives à l'exploitation économique des enfants, à la protection des populations déplacées ainsi qu'aux efforts internationaux visant à sanctionner les groupes armés impliqués dans les conflits qui affectent l'Est du pays.



Les violences à Djugu compromettent l'assistance humanitaire et la lutte contre Ebola

Dans le territoire de Djugu, en province de l'Ituri, la recrudescence des violences armées enregistrée depuis le 8 novembre 2026 dans la zone de santé de Fataki continue de menacer les activités humanitaires ainsi que les efforts de lutte contre l'épidémie d'Ebola. Selon les données relayées par les structures humanitaires des Nations unies, plusieurs incidents armés ont occasionné des blessés parmi les civils aux abords des sites de personnes déplacées de Plaine Savo et de Fataki.

Le coordonnateur humanitaire par intérim en RDC, Alain Akpadji, a exprimé sa profonde inquiétude face à cette détérioration de la situation sécuritaire. Ces violences compromettent l'accès des populations aux services humanitaires et sanitaires tout en accentuant la peur au sein des communautés affectées.
La situation met en évidence la nécessité de renforcer les mesures de protection des civils, de sécuriser les sites de déplacés et de garantir un accès humanitaire sûr et durable aux populations touchées.



Plus de quarante civils tués par les ADF dans le territoire de Mambasa

Plusieurs sources locales et humanitaires ont signalé la découverte d'au moins quarante corps de civils dans le groupement Bakaiiku, situé dans la chefferie de Babila-Babombi, territoire de Mambasa en Ituri. Selon les informations recueillies, ces victimes auraient été tuées par les combattants des Forces démocratiques alliées (ADF), qui ciblent régulièrement les agriculteurs et les habitants des zones rurales.
Ces violences entraînent de lourdes pertes en vies humaines, contribuent à l'abandon des activités agricoles et accentuent l'insécurité dans plusieurs localités de la province. La persistance de telles exactions renforce le sentiment d'abandon exprimé par certaines communautés confrontées à l'absence de services de sécurité suffisants. Cette situation souligne l'urgence d'un renforcement de la protection des populations civiles ainsi que de la présence des forces de sécurité dans les zones les plus exposées aux attaques des groupes armés.



Près de 1 500 ménages déplacés vivent dans une grande précarité à Itebero

Dans la zone de santé d'Itebero, en territoire de Walikale au Nord-Kivu, près de 1 500 ménages déplacés vivent dans des conditions humanitaires particulièrement difficiles. Ces familles ont fui les affrontements opposant depuis le 6 novembre les FARDC aux rebelles du Front pour la Refondation de la Nation (FRN) dans la région de Bunyakiri, au Sud-Kivu.
Les personnes déplacées sont confrontées à un manque d'abris, de nourriture, d'eau potable et de soins médicaux. Cette situation accroît la vulnérabilité des femmes, des enfants et des personnes âgées, tout en exerçant une pression supplémentaire sur les communautés d'accueil. Face à cette crise, le renforcement des mécanismes de protection et de prise en charge humanitaire apparaît indispensable afin de garantir les droits fondamentaux des populations déplacées.



Le travail des enfants dénoncé dans les carrières de Tshikapa

Une organisation de défense des droits humains a alerté sur la présence croissante d'enfants dans les carrières de sable et de caillasse de la ville de Tshikapa. Selon cette organisation, de nombreux enfants sont contraints de participer à des travaux pénibles au détriment de leur scolarisation. Cette situation constitue une atteinte aux droits fondamentaux de l'enfant, notamment au droit à l'éducation, à la protection contre l'exploitation économique et à un développement harmonieux.

Les dénonciations formulées mettent également en lumière les difficultés économiques auxquelles sont confrontées plusieurs familles, poussant certains ménages à recourir au travail des enfants comme stratégie de survie. Cette problématique appelle un renforcement des mécanismes de protection de l'enfance, l'application stricte des textes interdisant le travail des mineurs ainsi que la mise en place de mesures sociales favorisant le maintien des enfants à l'école.



Des opérateurs miniers victimes d'une attaque armée au Lualaba

Un convoi d'opérateurs miniers a été attaqué le 12 novembre 2026 sur l'axe Kisanfu-Kisankala, dans le territoire de Mutshatsha, province du Lualaba. Selon les informations rapportées par la société civile locale, un groupe d'hommes armés a intercepté le convoi avant de s'emparer d'importantes sommes d'argent ainsi que de plusieurs biens appartenant aux victimes. Les assaillants ont ensuite pris la fuite.
Cette attaque illustre les défis sécuritaires persistants auxquels restent confrontés les opérateurs économiques dans certaines zones minières du pays. Elle contribue à renforcer le climat d'insécurité et la peur au sein des populations locales.
L'ouverture d'enquêtes et le renforcement des dispositifs sécuritaires apparaissent nécessaires afin d'identifier les responsables et de prévenir de nouvelles attaques.



Les sanctions des Nations unies étendues au FRN

Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies a décidé d'étendre au Front pour la Refondation de la Nation (FRN) les mesures déjà appliquées à l'AFC/M23. Cette décision vise notamment à maintenir le gel des avoirs, l'embargo sur les armes et les autres sanctions ciblant les groupes armés impliqués dans les conflits de l'Est de la RDC.
Le Gouvernement congolais a salué cette mesure, considérée comme une avancée diplomatique susceptible de renforcer la pression internationale sur les acteurs impliqués dans les violences armées. Toutefois, l'efficacité de ces sanctions dépendra de leur mise en œuvre effective ainsi que du respect des engagements internationaux pris par les États concernés.



Un jeune homme meurt électrocuté à Kutu dans le Maï-Ndombe

Un jeune homme a perdu la vie dans le territoire de Kutu, province du Maï-Ndombe, après avoir été électrocuté lors d'une tentative présumée de raccordement frauduleux au réseau électrique.
Selon la Société Nationale d'Électricité (SNEL), la victime était connue pour avoir déjà réalisé plusieurs branchements clandestins dans la zone concernée.

Ce drame relance les débats sur la sécurité des installations électriques, l'accès aux services énergétiques et les risques liés aux raccordements illicites. Il rappelle également l'importance de renforcer les mesures de sensibilisation destinées aux populations ainsi que la sécurisation des infrastructures électriques.

Conclusion

Les faits enregistrés le 13 novembre 2026 démontrent que les droits humains demeurent fortement affectés par les conflits armés, l'insécurité persistante et les difficultés socio-économiques observées dans plusieurs provinces de la RDC. Les déplacements forcés, les atteintes à la vie, l'exploitation économique des enfants, les difficultés d'accès aux services essentiels ainsi que les besoins croissants de protection humanitaire illustrent l'ampleur des défis à relever.

Ces situations rappellent la nécessité de renforcer simultanément la sécurité des populations, la protection des personnes vulnérables, la lutte contre l'impunité et l'assistance humanitaire afin de garantir le respect effectif des droits fondamentaux et de promouvoir une société plus juste et plus sécurisée.

ÉCHOS DE LA SEMAINE
INFORMATION HEBDOMADAIRE

PAIX, SÉCURITÉ ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

Paix et Sécurité en RDC : Intensification des Conflits Armés, Crise Humanitaire et Mobilisation Diplomatique

La semaine du 9 au 13 novembre 2026 a été marquée par une détérioration de la situation sécuritaire dans plusieurs territoires de l'Est de la République démocratique du Congo, particulièrement au Sud-Kivu et au Nord-Kivu. La progression du FRN sur plusieurs axes stratégiques, les affrontements répétés avec les FARDC appuyées par les groupes Wazalendo ainsi que les déplacements massifs de populations ont accentué la crise humanitaire dans les zones affectées.

Parallèlement aux développements militaires, plusieurs initiatives diplomatiques et institutionnelles ont été engagées pour répondre à la crise. Les consultations menées entre la RDC et la SADC, les échanges entre les Nations unies et l'Union africaine sur le processus de paix ainsi que la décision de l'ONU d'étendre les sanctions au FRN témoignent d'une mobilisation croissante de la communauté internationale. Au niveau national, l'examen du projet de loi de programmation militaire par le Sénat traduit également la volonté des autorités de renforcer les capacités de défense du pays.



Le Gouvernement réaffirme la capacité opérationnelle des FARDC

Face à la recrudescence des attaques dans l'Est du pays, le Vice-Premier ministre chargé de la Défense, Guy Kabombo Muadiamvita, a déclaré que les FARDC continuaient de faire échec aux offensives de la coalition ennemie afin d'assurer la protection des populations civiles.

Malgré cette communication rassurante des autorités, les affrontements signalés sur plusieurs fronts démontrent que les défis sécuritaires demeurent importants. Les déplacements de populations, les pertes de contrôle de certaines localités et les besoins humanitaires croissants illustrent la complexité de la situation sur le terrain.



Reprise des combats à Bitale et aggravation de la crise humanitaire

Des affrontements ont repris à Bitale entre les rebelles du FRN et les FARDC appuyées par les groupes Wazalendo. Les opérations militaires menées pour reprendre la localité ont provoqué le déplacement de nombreux habitants vers Bulambika, Hombo ainsi que vers certaines zones du Parc national de Kahuzi-Biega.

La poursuite des combats accroît la vulnérabilité des populations civiles, perturbe les activités socio-économiques locales et accentue l'insécurité dans le territoire de Kalehe.



La prise de Bulambika accentue les inquiétudes sécuritaires

Après Bitale, les rebelles du FRN ont également pris le contrôle de Bulambika. Le retrait des FARDC et des Wazalendo a provoqué un nouvel afflux de populations vers Hombo et les villages voisins.
Cette avancée militaire renforce la présence du FRN dans le territoire de Kalehe et fait peser des menaces sur l'axe stratégique Bukavu-Hombo-Walikale, essentiel pour les échanges économiques et les mouvements des populations.



Hombo confronté à l'arrivée massive des déplacés

À la suite de l'occupation de Bitale et Bulambika par le FRN, des centaines de ménages déplacés sont arrivés à Hombo dans des conditions particulièrement précaires.
Les organisations de la société civile ont lancé un appel à l'assistance humanitaire afin de répondre aux besoins urgents en nourriture, en abris et en soins de santé. Cette situation illustre l'ampleur de la crise humanitaire qui accompagne les affrontements dans le territoire de Kalehe.



Un civil meurt après des actes de torture imputés à des éléments Wazalendo à Lubero

Dans le territoire de Lubero, un habitant identifié comme Ndungo Maskini est décédé après avoir été soumis à des actes de torture présumément commis par des miliciens Wazalendo qui l'accusaient de ne pas posséder de carte d'électeur.
Cet incident a provoqué l'indignation de la population locale et conduit à des tensions ayant entraîné l'incendie de certaines positions occupées par les miliciens. La société civile demande l'ouverture d'une enquête afin d'établir les responsabilités et de prévenir la répétition de tels abus contre les civils.



Le Parc national de Kahuzi-Biega rejette les accusations visant ses écogardes

À la suite de la prise de Bitale par le FRN, des accusations ont circulé sur une prétendue implication des écogardes dans les opérations militaires. La direction du Parc national de Kahuzi-Biega a fermement rejeté ces allégations et rappelé le caractère neutre et non-belligérant de ses agents.
Le parc souligne que les écogardes ont pour seule mission la protection du patrimoine naturel et appelle à la prudence dans la diffusion d'informations susceptibles d'exposer leur personnel à des représailles.



Walikale reste sous forte pression sécuritaire

La chute de Bulambika aux mains du FRN a alimenté les inquiétudes concernant une éventuelle progression du mouvement vers Hombo et Walikale. Les acteurs locaux mettent en garde contre les conséquences d'une dégradation de la situation sur l'axe Bukavu-Hombo-Walikale, corridor essentiel pour la mobilité et les activités économiques.
Le même jour, les FARDC et les combattants Wazalendo ont annoncé avoir repoussé une attaque du FRN à Mindjendje, dans le territoire de Walikale. Bien qu'un calme relatif ait été observé après les affrontements, la situation demeure fragile et pourrait rapidement évoluer.



Le Sénat examine le projet de loi de programmation militaire

Le Sénat a entamé l'examen approfondi du projet de loi portant programmation militaire pour les prochaines années. Ce texte vise notamment la modernisation des FARDC, le renforcement des capacités opérationnelles, l'amélioration des infrastructures militaires et le développement du renseignement.
Dans le contexte actuel d'insécurité persistante, cette réforme est considérée comme un instrument stratégique destiné à améliorer la planification des dépenses militaires et l'efficacité des forces de défense nationales. Son succès dépendra toutefois de la mobilisation effective des ressources financières, de la transparence dans leur gestion ainsi que d'un contrôle parlementaire rigoureux.



Les attaques des ADF paralysent l'enseignement à Lubero

L'activisme des rebelles ADF dans la sous-division de Njiapanda a contraint trente établissements scolaires à suspendre leurs activités. Cette situation affecte directement le droit à l'éducation de milliers d'enfants et risque d'accentuer le décrochage scolaire dans les zones touchées. Les autorités éducatives plaident pour un renforcement rapide des mesures de sécurité afin de permettre la reprise normale des cours.



La crise humanitaire s'aggrave autour de Walikale

Les déplacements provoqués par les combats entre le FRN et les FARDC sur l'axe Bitale-Bulambika continuent d'alimenter une importante crise humanitaire. À l'École primaire Chambucha de Walikale, plusieurs familles déplacées vivent dans des conditions difficiles marquées par le manque de nourriture, d'eau potable, d'abris et de soins médicaux.
Cette précarité expose particulièrement les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées à des risques sanitaires importants.



Reprise des affrontements sur l’axe Kaziba-Rurambo

De nouveaux combats ont éclaté sur l’axe Kaziba-Rurambo au Sud-Kivu entre le FRN, les FARDC et les groupes Wazalendo. Les affrontements ont causé plusieurs blessés, entraîné la fermeture d’écoles et perturbé les activités économiques locales. Cette reprise des hostilités confirme la persistance de l’instabilité dans plusieurs zones du Sud-Kivu.



La SADC intensifie ses consultations avec Kinshasa

Une délégation de la SADC conduite par Elias M. Magosi a poursuivi ses consultations avec les autorités congolaises au sujet des besoins d’appui à la stabilisation de l’Est du pays.
Ces échanges visent à identifier les mécanismes régionaux susceptibles de renforcer les initiatives de paix, de sécurité et de protection des civils. Cette démarche témoigne d’un regain d’engagement diplomatique des États de la région face aux défis sécuritaires persistants en RDC.



L’ONU étend les sanctions contre le FRN

Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies a décidé d’ajouter le FRN à la fiche de l’Alliance Fleuve Congo sur sa liste de sanctions. Cette mesure permet de maintenir le gel des avoirs, l’embargo sur les armes et les autres restrictions applicables malgré les changements de dénomination du mouvement. Le Gouvernement congolais a salué cette décision qu’il considère comme une avancée diplomatique importante dans la lutte contre les groupes armés opérant dans l’Est du pays.



Plus de 323 000 déplacés enregistrés en quatre jours

Selon les données publiées par OCHA, les combats dans les territoires de Kalehe et Kabare ont provoqué le déplacement de plus de 323 000 personnes en seulement quatre jours. Au moins cinq civils auraient perdu la vie à Bunyakiri tandis que les activités scolaires et économiques demeurent fortement perturbées. Les organisations humanitaires appellent à un accès sécurisé aux populations affectées afin d’évaluer et de répondre aux besoins les plus urgents.



Les FARDC poursuivent leurs offensives autour de Kambali

Les FARDC appuyées par les groupes Wazalendo ont poursuivi leurs opérations militaires en vue de reprendre Kambali, près de Bulambika, dans le territoire de Kalehe.

Les combats, marqués par l'utilisation d'armes lourdes et légères, exposent les populations civiles à de nouveaux risques de déplacement et de détérioration de leurs conditions de vie. Au terme de la semaine, aucune confirmation indépendante ne permettait encore d'établir le contrôle effectif de la localité.



Itebero accueille près de 1 500 ménages déplacés

Dans le territoire de Walikale, la zone de santé d'Itebero a enregistré l'arrivée de près de 1 500 ménages ayant fui les violences de Bunyakiri. Les familles déplacées sont confrontées à un déficit important en nourriture, en eau potable, en médicaments et en hébergement. Les acteurs humanitaires alertent sur les risques de malnutrition et de propagation des maladies dans les sites d'accueil.



Renforcement des moyens de la Police à Kinshasa

Le Gouvernement provincial de Kinshasa a procédé à la remise de nouvelles motos à la Police nationale congolaise afin d'améliorer la régulation de la circulation routière.

Cette dotation vise à renforcer la mobilité des agents, à réduire les embouteillages et à améliorer la sécurité routière dans la capitale. Son efficacité dépendra toutefois du suivi opérationnel et de la bonne utilisation des équipements mis à disposition.



La société civile de Lubero alerte sur la résurgence des ADF

Face à la résurgence des attaques attribuées aux ADF dans le secteur de Bapere, la société civile de Lubero appelle les autorités à renforcer les dispositifs sécuritaires et à mieux prendre en compte les alertes remontées par les communautés locales.

Les populations continuent de signaler des mouvements inquiétants de groupes armés et craignent une aggravation de l'insécurité dans cette partie du Nord-Kivu.



Un enfant tué par balle à Walikale lors d'une bavure attribuée à des Wazalendo

Dans la localité de Kailenge, territoire de Walikale, un enfant âgé de huit ans a été mortellement atteint par balle lors d'un incident impliquant un combattant Wazalendo.
À la suite de ce drame, le présumé auteur a été lynché par la foule. Cet événement met en lumière les risques liés à la circulation des armes parmi les groupes armés locaux ainsi que la persistance des actes de justice populaire.



Les FARDC repoussent une nouvelle attaque à Walikale

Les FARDC et leurs alliés Wazalendo ont annoncé avoir repoussé une offensive du FRN sur les collines de Luola et Tchad à Walikale. Bien qu'un calme relatif ait été observé à la fin de la semaine, les autorités sécuritaires restent vigilantes face au risque de nouvelles attaques dans cette zone particulièrement exposée aux affrontements.



Kinshasa salue le maintien des sanctions internationales contre le FRN

Réagissant à la décision des Nations unies, le Gouvernement congolais a affirmé qu'aucun changement de nom ou de structure ne devait permettre à un groupe sanctionné d'échapper aux mesures internationales.
Les autorités considèrent cette décision comme un signal diplomatique fort en faveur des efforts de stabilisation de l'Est de la RDC, tout en rappelant que son efficacité dépendra de l'application rigoureuse des sanctions par l'ensemble des États membres.

Conclusion

L’actualité sécuritaire de la semaine du 9 au 13 novembre 2026 est dominée par l’intensification des affrontements entre le FRN et les FARDC dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. La progression des groupes armés, les déplacements massifs de populations, les atteintes aux civils et la détérioration de la situation humanitaire confirment la persistance d’une crise multidimensionnelle dans l’Est de la RDC. En parallèle, les initiatives diplomatiques régionales et internationales ainsi que les efforts nationaux de renforcement des capacités de défense témoignent d’une volonté de contenir l’insécurité et de favoriser le retour à la paix. Toutefois, la protection des civils, l’assistance aux personnes déplacées et la consolidation des mécanismes de résolution des conflits demeurent des priorités urgentes.

ÉCHOS DE LA SEMAINE
INFORMATION HEBDOMADAIRE

SAUVEGARDE
DE LA CRÉATION

Sauvegarde de la Création en RDC : Entre Urgences Sanitaires, Défis Environnementaux et Engagements Climatiques

La période du 9 au 13 novembre 2026 a été marquée par plusieurs actualités qui mettent en évidence les défis auxquels le pays reste confronté dans la protection de son environnement et la gestion de ses ressources naturelles. Les questions liées à la conservation de la biodiversité, à la protection des aires protégées et aux menaces pesant sur les espèces animales ont notamment occupé une place importante. Dans le secteur minier, l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les activités minières au Lualaba et au Haut-Katanga remet également en évidence les préoccupations liées aux conséquences environnementales et sociales de l'exploitation des ressources naturelles.

Sur le plan climatique, les échanges autour de la COP31 organisée à Antalya ont relancé les discussions sur le financement de l'adaptation et la mise en œuvre des engagements climatiques, tandis que les intempéries enregistrées à Kalemie rappellent la vulnérabilité de certaines communautés face aux phénomènes météorologiques extrêmes. À ces préoccupations s'ajoute la situation de l'épidémie d'Ebola en RDC, dont la persistance met en lumière les difficultés de la riposte, les besoins des équipes sanitaires et l'importance d'une meilleure coordination des ressources mobilisées.



La neutralité des aires protégées mise à l'épreuve

Dans un contexte marqué par la persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC, la direction du Parc national de Kahuzi-Biega a rejeté les accusations attribuant à ses écogardes un soutien à des groupes armés lors de récents affrontements dans le territoire de Kalehe. Le parc a réaffirmé le principe de neutralité des aires protégées ainsi que le statut de non-belligérance de ses agents conformément à la législation congolaise sur la conservation de la nature. Cette situation illustre les difficultés auxquelles sont confrontés les gestionnaires d'espaces protégés dans les zones affectées par les conflits armés.



La réapparition de la famille du gorille Mpungwe ravive l'espoir

Une avancée significative a été enregistrée dans le suivi de la faune sauvage avec la localisation de la famille du gorille Mpungwe dans le secteur de Tshivanga du Parc national de Kahuzi-Biega. Composé de quatorze individus, ce groupe constitue la première famille de gorilles retrouvée depuis la suspension du suivi liée à l'insécurité. Cependant, la présence de traces de braconnage et d'exploitation illégale du bois dans leur habitat rappelle que la protection de cette espèce emblématique reste fortement menacée



L’épidémie d’Ebola demeure préoccupante

La situation épidémiologique est restée préoccupante en RDC où le Nord-Kivu est devenu le principal foyer de nouvelles notifications, tandis que plusieurs provinces continuaient d’enregistrer des cas. Malgré plus de 2 800 guérisons annoncées par les autorités sanitaires, la menace restait importante en raison de la circulation des populations et des contraintes sécuritaires qui entravent les opérations de riposte. Le même jour, les efforts de prise en charge ont permis à treize patients guéris de quitter le centre de traitement de Beni, constituant un signal encourageant dans la lutte contre la maladie. Les autorités sanitaires ont poursuivi leurs appels à la vigilance, à la détection précoce des symptômes et au recours rapide aux structures de soins.



L’insécurité compromet les opérations de riposte sanitaire

La riposte contre Ebola a continué d’être fragilisée par plusieurs incidents sécuritaires dans l’Est du pays. La découverte d’une grenade devant les bureaux de la zone de santé de Beni, les attaques contre plusieurs structures sanitaires ainsi que les violences enregistrées dans certaines localités ont réduit la capacité des équipes sanitaires à assurer un suivi efficace des personnes exposées au virus. Selon l’OMS, ces violences ont entraîné la perte de suivi de nombreux contacts à risque et perturbé l’accès aux soins pour plusieurs communautés.



De nouveaux vaccins renforcent l’espoir dans la lutte contre Ebola

La recherche scientifique a enregistré une avancée importante avec la recommandation par l’OMS de deux nouveaux vaccins candidats dans le cadre de l’essai clinique Tumaini. Développés notamment par l’Université d'Oxford et la firme Moderna, ces vaccins pourraient renforcer les capacités de prévention contre le virus Ebola Bundibugyo. Les premiers résultats sont attendus au début de l’année 2027 et pourraient contribuer à améliorer durablement la réponse sanitaire en RDC et dans la région.



Des insuffisances persistent dans le financement de la riposte

Alors que des ressources importantes ont été annoncées pour lutter contre Ebola, plusieurs acteurs de la santé ont signalé un décalage entre les financements mobilisés et les besoins réels sur le terrain. L’OMS a appelé à une utilisation plus efficace des ressources disponibles, tandis que Médecins Sans Frontières a fait état de retards de paiement du personnel, d’un manque de moyens logistiques et de difficultés dans la surveillance épidémiologique. Ces insuffisances continuent d’affecter la qualité de la réponse sanitaire et la protection des populations exposées.



Kalemie frappée par des intempéries destructrices

La ville de Kalemie, dans la province du Tanganyika, a subi de fortes pluies accompagnées de vents violents ayant provoqué d'importants dégâts matériels. Des habitations, des écoles ainsi que plusieurs installations électriques ont été endommagées. Cet épisode rappelle la vulnérabilité croissante de nombreuses villes congolaises face aux effets du changement climatique, notamment dans les zones exposées aux inondations et aux aléas météorologiques extrêmes.



La RDC porte son plaidoyer pour la justice climatique à la COP31

L'ouverture de la COP31 à Antalya, en Turquie, a constitué un temps fort de l'actualité climatique mondiale. À cette occasion, la RDC a plaidé pour une meilleure reconnaissance de son rôle dans la préservation des forêts tropicales et pour un accès accru aux financements climatiques internationaux. La ministre Marie Nyange Ndambo a insisté sur la nécessité d'aligner les financements sur les efforts de conservation consentis par le pays.



La RDC met en avant ses ambitions environnementales

Au cours des travaux de la COP31, le Président Félix Tshisekedi a souligné l'interdépendance entre paix, protection de l'environnement et développement durable. Il a notamment présenté le projet du Couloir Vert Kivu-Kinshasa ainsi que le potentiel énergétique du projet Grand Inga comme des contributions stratégiques de la RDC à la lutte mondiale contre le changement climatique. Le Chef de l'État a également plaidé pour des partenariats équitables et des mécanismes de financement accessibles aux communautés locales.



Les impacts de l'exploitation minière placés sous surveillance

L'Assemblée nationale a mis en place une commission parlementaire chargée d'évaluer les conséquences environnementales et sociales des activités minières dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. Cette mission vise à examiner le respect des normes environnementales par les entreprises minières et à apprécier les effets de leurs activités sur les communautés riveraines. Cette initiative témoigne d'une volonté accrue de renforcer la gouvernance des ressources naturelles et la protection des populations affectées par l'exploitation minière.

Conclusion

L’actualité de la semaine du 9 au 13 novembre 2026 met en évidence l’interconnexion entre les enjeux environnementaux, sanitaires, sécuritaires et climatiques en RDC. La protection de la biodiversité, la lutte contre Ebola, la gestion durable des ressources naturelles et la mobilisation des financements climatiques apparaissent comme des priorités complémentaires pour assurer un développement durable et résilient. Face à ces défis, le renforcement de la gouvernance, la protection des communautés et l’implication de l’ensemble des acteurs concernés demeurent essentiels pour garantir une sauvegarde effective de la création.



CELLULE DE COMMUNICATION